

Les pays africains plaident pour un partenariat renforcé avec le FMI

Les 10 et 11 mars, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des pays africains, en compagnie de nombreux acteurs économiques internationaux dont les représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale, se sont retrouvés à Dar es Salaam, en Tanzanie, à l'occasion d'une rencontre consacrée aux « *nouveaux défis et aux nouveaux partenariats pour la croissance en Afrique* ». A l'issue de cette conférence, les responsables africains ont indiqué dans une déclaration conjointe avec le FMI que « *les résultats de la dernière décennie, qui se sont traduits par une forte croissance économique, la stabilité macro-économique, et des progrès dans la lutte contre la pauvreté dans un nombre croissant de pays africains, sont maintenant menacés par la crise économique mondiale la plus grave depuis 60 ans* ». « *Alors que la communauté internationale trouve des centaines de milliards de dollars pour résoudre la crise, je ne peux admettre notre incapacité à mobiliser des centaines de millions pour les pays à bas revenus* » a ajouté Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du Fonds, qui assistait à la rencontre. Les participants ont en particulier demandé au FMI de renforcer la surveillance des politiques financières des Etats membres, d'accroître ses moyens et de les rendre plus accessibles aux pays à faible revenu. Ils ont également plaidé pour un dialogue renforcé entre les pays africains et le FMI, en rappelant que l'image de l'institution sur le continent est quelque peu ternie et appelaient à l'accélération de la réforme du système de gouvernance du Fonds. Ce dernier dossier devrait figurer au cœur de l'ordre du jour de la réunion du groupe des pays industrialisés et des économies émergentes (le groupe des 20¹), le 2 avril à Londres, qui devra s'accorder sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour contrer les effets de la crise. L'Union européenne paraît prête à accorder davantage de droits de vote aux pays émergents, notamment dans la perspective d'accroître les ressources du FMI via les contributions individuelles des membres. Au cours d'une récente réunion de coordination, les représentants du G20 ont en effet indiqué que les ressources du FMI devraient être augmentées considérablement, « *via les contributions individuelles des pays membres, l'amélioration de ses capacités d'emprunt ou la révision du système des quotas* ». Dominique Strauss-Kahn envisage de doubler les ressources du Fonds, pour les porter à 500 milliards de dollars, afin notamment d'être en mesure de répondre aux besoins grandissants des pays africains qui « *devront recevoir plus et de manière plus flexible* ».

L'eau : un bien indispensable au développement

Le 12 mars, à quelques jours du cinquième Forum mondial de l'eau, qui se tiendra du 16 au 22 mars à Istanbul, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a présenté la troisième édition du « *Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau* », intitulé « *L'eau dans un monde qui change* », et qui est en partie consacré au rôle de l'eau dans le développement et la croissance économique. Le rapport estime que les objectifs du millénaire relatifs à l'accès à l'eau potable sont réalisables sur la plupart des continents, l'Afrique restant en marge. L'atteinte des objectifs mondiaux liés à l'assainissement paraît par contre inconcevable puisque le rapport estime que seule 33% de la population mondiale aura accès à des installations sanitaires décentes en 2030. Du fait de la croissance démographique, des besoins en irrigation des cultures, des évolutions des modes de consommation et des besoins énergétiques accrus, les ressources en eau douce sont soumises à des pressions considérables. « *Il faut investir dans les infrastructures liées à l'eau et à l'assainissement* » soulignent les auteurs du rapport, notamment en augmentant l'aide publique dédiée à ce secteur qui, aujourd'hui, ne représente que 5% de l'aide totale. « *Les défis à relever sont considérables, mais une gestion non viable et un accès inéquitable aux ressources en eau conduiront le monde à l'impasse* » conclut le rapport.

APE : un accord avec la SADC pourrait exclure l'Afrique du Sud

Lors d'une récente réunion entre la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et l'Union européenne, qui s'est tenue du 9 au 11 mars en Namibie, les négociateurs européens ont indiqué que les deux parties discutant l'Accord de partenariat économique (APE) avaient trouvé des consensus sur les principaux points de débat. Cependant, il a été signalé, dans les coulisses de la rencontre, qu'un APE intérimaire excluant l'Afrique du Sud pourrait être conclu, le géant économique de la sous-région n'étant pas prêt à accepter les dispositions actuelles.

¹ Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, et l'Union européenne.